

<b>Objet</b>	Conseil Municipal du 12 sept. 2024	<b>Secrétaire de séance</b>	T. Chevillet
<b>Participants</b>	L. Puche, J. Bassan, C. Boudet, , M. Chevillet (Gonzalez), D. Cauby, A. Rolland, J. M. Sotto, J. C. Vidal, T. Chevillet.		
<b>Excusés</b>	S. Tortosa, L. L'Epine, M. Grima, , J. Cosentino, P. Bouisseren, V. Corbière, A. Kachaou		
<b>Pouvoirs</b>	S. Tortosa donne pouvoir à L. Puche, L. L'Epine donne pouvoir à T. Chevillet, , J. Cosentino donne pouvoir à M. Chevillet (Gonzalez), P. Bouisseren donne pouvoir à D. Cauby		

**Ordre du jour :**

**1. Approbation du précédent procès-verbal.**

**2. Délibérations :**

- 2.1 DM n°1 pour le Budget Commerces 2024.
- 2.2 Création de 2 postes d'agent spécialisé principal de 1<sup>er</sup> classe des écoles maternelles.
- 2.3 Communication du rapport d'activités et du compte administratif 2023 du SIVOM du canton d'Agde.
- 2.4 Convention de servitudes ENEDIS (acte d'occupation du domaine public lieu-dit "le village AB 793").
- 2.5 Prise en charge des frais de déplacement professionnels.
- 2.6 Choix de l'entreprise pour la réalisation de deux plateaux traversant (1 avenue de la gare et 1 avenue du petit train).
- 2.7 Demande subvention au titre de fonds d'aide aux communes de la CAHM pour la restauration de 3 statues de la chapelle SAINT ROCH et l'Eglise Saint Saturnin.

**3. Informations**

Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire, Président de séance, déclare la séance du conseil municipal ouverte à 19h 03.

Il en profite pour remercier D. Cauby conseiller municipal délégué aux festivités et associations pour l'organisation des festivités sur la commune. Il remercie également les conseillers qui se sont impliqués.

Thierry Chevillet est nommé secrétaire de séance : 14 pour dont 5 pouvoirs
--

**1. Approbation des PV du 20/06/2024.**

Monsieur le Maire prend la parole et explique que ce PV concernait essentiellement la présentation du PADD aux Conseillers, donc assez technique. C'est la première étape du PLU. Monsieur le Maire évoque la dernière réunion des maires de l'Agglo qui traitait, entre autres, de la consommation d'espaces et a eu la surprise de constater qu'il était prévu 3.6 Ha au lieu des 7 Ha mentionnés dans notre PADD. Monsieur le Maire demande des explications, l'agglo va revoir sa copie.

Après l'élaboration du PADD les différentes étapes consistent à l'élaboration du plan de zonage et le règlement écrit, puis les orientations d'aménagements donc les secteurs aptes à être urbanisés, ensuite l'évaluation environnementale, les prévisions du PLU en matière de règlement, puis quand le PLU sera terminé, une délibération devra l'arrêter. Ensuite nous procéderons à l'enquête publique avec un commissaire enquêteur désigné par le Conseil Municipal. L'objectif est de sortir le PLU en fin d'année.

Tant que le PLU n'est pas arrêté, la concertation est ouverte. N'importe qui peut venir se renseigner sur

l'avancement du PLU et mettre un mot sur le registre de concertation mis à disposition.

- Monsieur le conseiller municipal J. C. Vidal demande où en est le règlement.
- Monsieur le Maire précise que Urban Project, notre cabinet conseil travaille dessus.

Monsieur le Maire demande s'il y a d'autres questions et met au vote l'approbation du PV du Conseil Municipal du 20/06/2024.

**Vote : 14 pour dont 5 pouvoirs**

## 2. Délibérations

### 2.1 Décision Modificative n°1 pour le Budget Commerces 2024

Monsieur le Maire expose au Conseil qu'il est nécessaire de modifier le Budget COMMERCES 2024 de la façon suivante :

#### **BUDGET PRINCIPAL : DEPENSES FONCTIONNEMENT**

- Compte 65 article 6541 + 600 €
- Compte 011 article 615221 - 600 €

Cette délibération fait suite à la délibération 2024-043. Il s'agit d'un titre concernant les loyers de la boulangerie. Ce titre n'a pas été recouvré suite à une période de latence entre l'ancien et le nouveau locataire. Ce titre est donc mis en non valeur par le percepteur.

- Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint pose la question de savoir si nous avons relancé le ou les boulangers pour le paiement de ce titre
- Monsieur le maire précise que c'est le percepteur qui fait les relances.
- Monsieur l'adjoint aux finances précise que c'est un peu plus compliqué, le titre a été émis à M. Tadéi. Dans l'acte de session le paiement du loyer a dû est pris en compte. Ce loyer a été payé entre eux mais pas à la Commune.

**Vote : 14 pour dont 5 pouvoirs**

### 2.2 Création de 2 postes d'agent spécialisé principal de 1<sup>ère</sup> classe des écoles maternelles

Monsieur le Maire propose au Conseil de modifier le tableau des effectifs du personnel communal à compter du **27 octobre 2024** en créant :

- 2 postes d'Agents Spécialisés Principaux de 1<sup>ère</sup> classe et en supprimant 2 postes d'Agents Spécialisés Principaux de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet.

Monsieur le Maire précise que dans la fonction publique territoriale il existe 3 catégories d'agents : C, B et A et 3 grades par catégories. Les personnes concernées sont Irina GUEREMY et Fleur GOURMANDIN qui ont assez d'ancienneté pour changer de grade dans leur catégorie C. Monsieur le Maire demande au conseil municipal d'ouvrir ces postes. Ensuite Monsieur le Maire nommera ces personnes dans leur nouveau grade. Ce sont des personnes sérieuses et volontaires.

- Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint, en relation avec le personnel communal évoluant au groupe scolaire confirme les propos de Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire conclut en précisant que c'est une façon de les remercier pour leur implication.

Il informe le Conseil que les crédits seront pris sur le budget primitif 2024 et demande au conseil municipal d'accepter cette proposition.

**Vote : 14 pour dont 5 pouvoirs**

### **2.3 Communication du rapport d'activités et du compte administratif 2023 du SIVOM du canton d'Agde**

Le Président du SIVOM du canton d'Agde adresse chaque année au Maire de chaque Commune membre, un rapport retraçant l'activité du syndicat, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement .

Ce rapport doit faire l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal.

Monsieur le maire précise que ce rapport a été transmis à l'ensemble des conseillers. Et rappelle les compétences du SIVOM : fourrière animale ; centre de secours, enlèvement des tags ...

Il y a 22 communes adhérentes

Tourbes est seulement partenaires pour la brigade anti tags. Pour la fourrière animale, compte tenu des coûts pratiqués, nous sommes en relation avec le refuge ami'maux d'Alignan et en attente d'une proposition de contrat. Cette action est menée par le conseiller délégué P. Bouisseren

En 2023, il y a eu 3 interventions sur la commune concernant les TAG, soit six ½ journées pour 20 m² de TAG.

Le coût de revient pour la commune est de 1779.65 € qui se décompose en 910.24 € de participation générale et 869.41 € pour l'enlèvement des TAG.

Le bilan général du SIVOM s'établit comme suit :

- Fonctionnement : dépenses 450 729 €, recettes 1 559 065 €
- Investissement : dépenses 45 452 €, recettes 121 475 €

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de prendre acte de la présentation du rapport d'activités 2023 et du compte administratif 2023 établis par le SIVOM du canton d'Agde.

**Vote : 14 pour dont 5 pouvoirs**

### **2.4 Convention de servitudes ENEDIS (acte d'occupation du domaine public lieu-dit "le village AB 793").**

VU les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par l'article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906, par l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 et le décret N°70-492 du 11 juin 1970 ;

VU le décret N°67-886 du 6 octobre 1967 ;

VU le projet de convention de servitudes et le plan annexé ;

Monsieur le Maire présente à l'Assemblée un projet de convention à intervenir entre ENEDIS et la Commune sur la parcelle cadastrée AB 793 lieu-dit « Le Village » ; dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique. Monsieur le Maire expose le plan foncier ainsi que les principales caractéristiques de la servitude projetée :

- établir à demeure dans une bande de 3m de large 1 canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ 20 mètres ainsi que ses accessoires,
- indemnité forfaitaire de 50,00 € à la charge du propriétaire de la parcelle.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que cette convention sera réitérée par acte authentique auprès d'un notaire en vue de sa publication au Service de Publicité Foncière.

- Monsieur le conseiller J. C. Vidal demande quelle propriété est concerné par cette alimentation.
- Monsieur le Maire et Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint précisent qu'il s'agit d'une parcelle qui se trouve sous la parcelle AB 794 qui appartient à M. et Mme LEYSSENOT. Le bâtiment qui se trouvait sur cette parcelle a été démoli pour faire place à 2 logements, d'où une nouvelle demande d'adduction au réseau ENEDIS.

La parcelle AB793 appartient bien à la Commune. Historiquement (2010), la parcelle AB 789 a été divisée en 2 parcelles AB 792 et AB 793. Le cadastre n'est pas à jour.

Monsieur le Maire demande d'accepter la constitution d'une convention de servitudes à intervenir avec ENEDIS concernant la parcelle communale cadastrée section AB 793 lieu-dit « Le Village » conformément au plan cadastral joint à la présente en annexe.

**Vote : 14 pour dont 5 pouvoirs**

### **2.5 Prise en charge des frais de déplacement professionnels.**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :

Les agents territoriaux peuvent bénéficier du remboursement des frais induits par l'exercice de leurs fonctions pour le compte de la collectivité.

Une prise en charge s'impose dès lors que l'agent est en mission ou en stage, c'est-à-dire dès lors qu'il est muni d'un ordre de mission et se déplace pour l'exécution du service hors de sa résidence administrative ou familiale.

La réglementation fixe un cadre général mais donne compétence aux organes délibérants des collectivités pour fixer certaines modalités de remboursement et pour moduler les montants des indemnités.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

Que suite à la parution du décret n° 2019-139 du 26 février 2019 précité entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2019, il est nécessaire de prendre une nouvelle délibération notamment afin de mettre à jour les nouveaux montants de remboursement.

En effet, en application de l'article 7-1 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001, il revient à l'assemblée délibérante de fixer le barème des taux du remboursement forfaitaire de frais d'hébergement.

**Le conseil municipal , après en avoir délibéré,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle des abonnements de transport,

Vu le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu le décret n° 2020-689 du 4 juin 2020 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat, modifié par l'arrêté du 14 mars 2022,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, modifié par l'arrêté du 20 septembre 2023,

Vu l'arrêté du 26 février 2019 pris en application de l'article 11-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

**Monsieur le Maire fait lecture des différents arrêtés :**

**Article 1 : Les bénéficiaires**

Les personnels territoriaux qui reçoivent de la Mairie de TOURBES une rémunération au titre de leur activité principale sont les bénéficiaires automatiques du dispositif.

Sont donc concernés :

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires, à temps complet, temps partiel ou temps non complet,
- les agents contractuels,
- les agents de la collectivité sous contrat de droit privé (CUI-CAE, apprentis, stagiaires, ...).

Pour bénéficier du remboursement, il faut que les membres concernés se déplacent suite à une convocation ou une demande de la commission à laquelle ils participent.

**Article 2 : Les motifs donnant lieu à remboursement de frais**

Les frais engagés sont pris en charge à l'occasion de déplacements temporaires pour motif professionnel, effectués dans les cas suivants :

- **la mission** s'applique à l'agent en service, muni d'un ordre de mission qui se déplace, pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale ;

La durée de l'ordre de mission dit permanent est fixée à 12 mois. Elle est prorogée tacitement pour les déplacements réguliers effectués au sein du département de la résidence administrative. L'ordre de mission sera signé par l'autorité territoriale.

- **l'intérim** concerne l'agent qui se déplace pour occuper un poste temporairement vacant, situé hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale ;
- **le stage** est relatif à celui qui suit une action de formation initiale ou à un agent qui se déplace, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, pour suivre une action de formation continue organisée par l'administration ou à son initiative en vue de la formation professionnelle des personnels ;
- **la collaboration aux commissions** inclut des organes tels que : les Conseils municipaux, les Commissions d'appels d'offres, les Commissions Administratives Paritaires, les Comités Techniques, les Comités d'Hygiène et de Sécurité, les Conseils de Discipline ;
- **la présentation à un concours**, à une sélection ou à un examen professionnel.

**Article 3 : Les dispositions générales applicables aux transports et à leurs indemnités**

Le déplacement doit se faire selon la voie la plus directe et la plus économique, en recourant au moyen de transport le mieux adapté à la nature du déplacement. L'usage de droit commun est le recours aux véhicules de services.

Le recours à d'autres moyens de transport est apprécié au cas par cas, dans l'intérêt du service et dans les conditions ci-dessous énumérées :

- Le recours au véhicule personnel :

L'autorité territoriale peut autoriser les agents à utiliser leur véhicule terrestre à moteur, quand l'intérêt du service le justifie.

Ce recours doit être limité aux besoins du service, sur autorisation du Maire ou de la personne ayant reçu délégation, notamment en cas d'indisponibilité d'un véhicule de service.

Les autorisations ne sont délivrées que dans les cas suivants :

- si l'utilisation du véhicule personnel entraîne une économie ou un gain de temps appréciable ;

- ou bien lorsqu'elle est rendue nécessaire soit par l'absence, permanente ou occasionnelle, de moyens de transports en commun, soit par l'obligation attestée de transporter du matériel précieux, fragile, lourd ou encombrant.

Et si l'agent a souscrit, au préalable, une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages qui seraient causés par l'utilisation de son véhicule à des fins professionnelles.

Le remboursement :

Les agents autorisés à utiliser leur véhicule à moteur pour les besoins du service sont indemnisés de leurs frais de transport sur la base des indemnités kilométriques, dont les taux sont fixés par arrêtés ministériels.

L'indemnisation des frais kilométriques se fait sur la base de la législation en vigueur soit actuellement :

- Pour les véhicules (article 1<sup>er</sup>) :

Puissance fiscale du véhicule	Jusqu'à 2000 km	De 2001 à 10000 km	Au-delà de 10000 km
<b>5 CV et moins</b>	0.32 €	0.40 €	0.23 €
<b>6 et 7 CV</b>	0.41 €	0.51 €	0.30 €
<b>8 CV et plus</b>	0.45 €	0.55 €	0.32 €

- Pour les motocyclettes, vélomoteurs ou autres véhicules à moteur (article 2) :

Motocyclettes (cylindrée supérieure à 125 cm 3)	Vélomoteurs et autres vé- hicules à moteur
0,15 € par kilomètre	0.12 € par kilomètre

Ces indemnités kilométriques seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

Le remboursement est effectué sur la base du kilométrage parcouru depuis le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et nécessite donc un suivi précis par le service gestionnaire.

L'agent autorisé à utiliser son véhicule personnel, pour les besoins du service, peut être remboursé de ses frais de parc de stationnement et de péage d'autoroute sur présentation des pièces justificatives au seul ordonnateur et sur la base des frais réellement exposés.

Dans le cadre de la mission, les frais de stationnement sont pris en charge dans la limite de 72 heures.

- Le recours à un autre véhicule :

A titre exceptionnel, les agents et élus peuvent utiliser un taxi quand l'intérêt du service le justifie, c'est-à-dire :

- sur de courtes distances, en cas d'absence justifiée, permanente ou occasionnelle, de moyens de transport en commun et dès lors que le taxi constitue un gain de temps précieux ;
- sur de courtes distances, lorsqu'il y a obligation attestée de transporter du matériel précieux, fragile, lourd ou encombrant ;
- quand l'utilisation collective d'un taxi est moins onéreuse que l'utilisation des moyens de transports en commun réguliers.

Dans le cas d'utilisation du taxi, le remboursement des frais s'effectue sur présentation des pièces justificatives et sur la base des frais réellement exposés.

- Le recours aux transports collectifs :

Les déplacements doivent se faire par la voie la plus directe et la plus économique.

Aussi, les transports sont effectués prioritairement en 2<sup>e</sup> classe pour les trajets par voie ferroviaire, en classe économique pour les trajets par voie aérienne.

Le train :

Le recours à la première classe peut être autorisé, sur justification écrite et sous la responsabilité du Maire ou de la personne ayant reçu délégation, lorsque les conditions de la mission ou les conditions

tarifaires permettent de le justifier. Lorsque l'accès à un train est soumis au paiement d'un supplément de prix, le remboursement de ce supplément est autorisé sur présentation des pièces justificatives. Le remboursement de la couchette ou du wagon-lit est exclusif de l'indemnité de nuitée. Pour les déplacements de nuit par train, entre 0 heure et 5 heures, et lorsque la prestation n'est pas incluse dans le prix du billet, les frais de petit déjeuner peuvent être remboursés au réel, dans la limite du plafond réglementaire pour un repas, sur présentation des justificatifs (notamment titre de transport et facture).

L'avion :

Le recours à la voie aérienne peut être autorisé pour les déplacements situés en dehors des grands axes ferroviaires et supérieurs à 500 km et pour lesquels la durée du déplacement s'en trouverait globalement augmentée, de plus d'une journée, en raison du mode de transport utilisé.

Pour des trajets inférieurs à 500 km et lorsque des circonstances exceptionnelles de voyage le justifient (urgence essentiellement), le recours à la voie aérienne peut être autorisé sur justification écrite et sous la responsabilité du Maire (*ou Président*) ou de la personne ayant reçu délégation.

Le temps passé à bord des avions n'ouvre droit à aucune indemnité de nuitée ou de repas, sauf dans le cas où le prix du passage ne comprend pas la fourniture du repas.

Aucun remboursement n'est accordé à l'agent en déplacement temporaire au titre des bagages personnels transportés en excédent de la franchise consentie par les compagnies de navigation aérienne.

Les autres moyens de transports collectifs :

Le remboursement des frais de transport en autocar, navette, métro, ou tout autre moyen de transport collectif comparable peut être effectué, sur présentation des pièces justificatives et sur la base des frais réellement exposés.

**Article 4 : Les dispositions générales applicables aux indemnités de mission**

L'agent en mission, c'est-à-dire, qui se déplace pour l'exécution de son service, hors de sa résidence administrative et familiale, doit être muni, au préalable, d'un ordre de mission signé par le Maire ou la personne ayant reçu délégation.

Les indemnités de mission recouvrent, en plus des frais liés aux transports, l'hébergement et les repas.

Le remboursement des frais engagés par les agents en mission se fait sur la base des frais réels, dans la limite des plafonds réglementaires, hors circonstances exceptionnelles liées à l'intérêt du service.

➤ L'indemnisation de l'hébergement :

Les hébergements se font, en principe, à l'hôtel, en chambre simple, avec petit déjeuner. Celui-ci est pris en charge, lorsqu'il n'est pas compris dans le prix de la réservation.

Les taux de remboursement forfaitaire des frais d'hébergement, incluant le petit déjeuner, sont fixés comme suit :

Lieu de mission	Paris intra-muros	Communes du Grand Paris	Communes de plus de 200 000 habitants	Autres communes
Taux de remboursement (incluant le petit-déjeuner)	140 €	120 €	120 €	90 €

Le taux d'hébergement est fixé dans tous les cas à 150 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Ces taux seront revalorisés en fonction des textes en vigueur.

Pour prétendre à ce remboursement, l'agent doit se trouver en mission, pendant la totalité de la période comprise entre 0 heure et 5 heures.

Le dépassement des plafonds réglementaires est possible dans le cadre de l'indemnisation de la mission, sur décision du Maire ou de la personne ayant reçu délégation, quand l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de circonstances exceptionnelles :

- impossibilité d'être logé dans un hôtel dont le prix de l'hébergement est inférieur aux plafonds réglementaires ;
- urgence et départ imprévu ;
- mission de représentation exceptionnelle de la collectivité.

➤ L'indemnisation des repas :

L'agent perçoit une indemnisation de ses repas pris dans le cadre de la mission, dans la limite des plafonds réglementaires et dans les conditions suivantes :

- s'il se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre 12 heures et 14 heures pour le repas de midi, et entre 19 heures et 21 heures pour le repas du soir ;
- et si les repas ne lui sont pas fournis gratuitement.

**L'indemnité forfaitaire d'indemnisation des frais de repas est aujourd'hui fixée à la somme de 20 €** (Cette indemnité forfaitaire pourra être revalorisée en fonction des textes en vigueur).

**Article 5 : La justification des dépenses engagées**

Les frais d'hébergement doivent être systématiquement justifiés par une facture ou toute autre pièce attestant d'un hébergement à titre onéreux.

En ce qui concerne les frais de transport et le frais de repas, la communication ou non des justificatifs de paiement dépend du montant des frais de transport engagés par l'agent :

- lorsque les frais de transport sont inférieurs à 30€, les agents doivent simplement conserver leurs justificatifs de frais de transports et de repas jusqu'au remboursement. Leur communication n'est requise qu'en cas de demande expresse de l'ordonnateur ;
- lorsque les frais de transport sont supérieurs à 30 €, les agents doivent obligatoirement communiquer l'ensemble des justificatifs de leurs frais de transport et de repas.

**Article 6 : Les dispositions particulières applicables aux déplacements**

L'agent en mission hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport, d'hébergement et de repas, dans la limite des barèmes et plafonds réglementaires, sur production des justificatifs de paiement auprès de l'ordonnateur, Il est tenu compte de situations spécifiques.

➤ La distinction entre résidences administrative et familiale :

En principe, lorsque l'agent se déplace pour les besoins du service hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale à l'occasion d'une mission, il peut prétendre à la prise en charge des frais engagés, à compter de sa résidence administrative.

A titre dérogatoire, le point de départ de l'indemnisation est la résidence familiale, dès lors que le trajet est plus direct pour l'agent ou l'élu et plus économique pour lui et la collectivité.

Le service gestionnaire veille à ces situations particulières, en tenant compte de la situation géographique, les horaires, la durée du déplacement et du coût du transport.

➤ Les horaires de début et de fin de mission :

Pour le décompte des indemnités, les horaires de début et de fin de mission correspondent aux horaires inscrits sur les titres de transport ou sur l'ordre de mission en cas d'utilisation d'un véhicule personnel.

Pour tenir compte du délai nécessaire pour rejoindre une gare et pour en revenir, un délai forfaitaire d'une ½ heure est pris en compte dans la durée de la mission avant l'heure de départ et aussi après l'heure de retour.

Ce délai est porté à 2 heures en cas d'utilisation de l'avion.

Le délai forfaitaire peut être dépassé en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles.

➤ Les avances sur paiement :

Des avances sur le paiement des indemnités de mission et les remboursements de frais peuvent être accordées aux agents qui en font la demande, dans les conditions suivantes :

- elles ne peuvent excéder 75% des sommes présumées dues à la fin du déplacement ;
- elles ne peuvent être versées au plus tôt un mois avant la date effective du déplacement ;
- la dépense à engager doit avoir un caractère significatif.

Le montant est précompté sur le mandat de paiement émis à la fin du déplacement, à l'appui duquel doivent être produits les états de frais.

En cas d'annulation de la mission du seul fait de l'agent, l'avance doit être intégralement remboursée.

➤ Les déplacements en stage ou formation :

L'agent qui se déplace pour suivre une action de formation initiale ou continue, une préparation à un concours ou un examen, ou toute autre action en vue de sa professionnalisation (colloques, journées professionnelles, ...) peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport, de repas et d'hébergement dans la limite des barèmes et plafonds réglementaires, sur production des justificatifs de paiement auprès de l'ordonnateur.

Les frais engagés pour un stage se déroulant à l'intérieur de la résidence administrative et de la résidence familiale ne font l'objet d'aucune prise en charge par la collectivité.

Lorsque l'agent bénéficie d'un hébergement ou d'un repas gratuit, il ne peut prétendre à l'indemnisation correspondante.

Les indemnités ne sont pas versées à l'agent qui, appelé à effectuer un stage au Centre National de la Fonction Publique Territoriale, bénéficie, à ce titre, d'une indemnisation particulière.

Au demeurant, lorsque la prise en charge des frais de repas et de nuitées est partiellement assurée par le CNFPT, la (*précisez la collectivité*) pallie cette carence dans la limite des plafonds réglementaires.

L'agent doit justifier de frais supérieurs au montant des indemnités versées par le CNFPT.

➤ Le cas spécifique des agents en déplacement pour concours ou examens :

Les frais de transport de l'agent amené à se déplacer pour passer un concours ou un examen professionnel peuvent être pris en charge deux fois par année civile, une première fois à l'occasion des épreuves d'admissibilité et une seconde fois à l'occasion des épreuves d'admission du même concours ou examen professionnel.

**Article 7 : Le remboursement des frais domicile-travail**

La réglementation prévoit la possibilité pour les employeurs publics de prendre en charge une partie des titres d'abonnement à des transports publics utilisés par les agents pour leurs déplacements entre le domicile et le lieu de travail.

Le montant pouvant être pris en charge par la collectivité ne peut excéder 50% du montant du titre d'abonnement dans la limite du plafond fixé par arrêté ministériel.

**Ce plafond est aujourd'hui fixé à 86,16 € par mois** (il sera automatiquement réactualisé en fonction des textes en vigueur)

Sur cette base, l'assemblée délibérante décide de prendre en charge les titres d'abonnements souscrits par les agents pour effectuer le trajet domicile – lieu de travail par des moyens de transports publics à raison de 50% de leur montant dans la limite du plafond fixé par arrêté ministériel.

**Article 8 : Date d'effet**

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

**Article 9 : Voies et délais de recours**

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

- Monsieur le conseiller J. C. Vidal pose la question des frais de parking.
- Monsieur le Maire n'a pas la réponse.

Monsieur le Maire demande d'adopter cette délibération.

**Vote : 14 pour dont 5 pouvoirs**

### **2.6 Choix de l'entreprise pour la réalisation de deux plateaux traversant (1 avenue de la gare et 1 avenue du petit train).**

Monsieur le Maire expose au Conseil que la Commission d'Analyse des Offres s'est réunie afin d'analyser et choisir l'entreprise qui sera en charge de la réalisation de deux plateaux traversant (1 avenue de la gare et 1 avenue du petit train) parmi les candidatures reçues.

Au terme de l'analyse multicritère réglementaire, l'entreprise suivante a été retenue :

**TPSM pour la réalisation de deux plateaux traversant (1 avenue de la gare et 1 avenue du petit train) pour un montant HT de 27 660,00 €, soit 33 192,00 € TTC**

Monsieur le Maire et Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint précisent que 4 entreprises ont été consultées Eiffage, TPSM, Colas et Brault, la commission d'analyse des offres a choisi le mieux disant.

Le positionnement des plateaux traversants est repéré par des marques oranges avenue de la gare (1 plateau de 10 m) et avenue du petit train (1 plateau de 12m).

Explications données, Monsieur le Maire demande au Conseil de valider le choix de la commission.

**Vote : 14 pour dont 5 pouvoirs**

### **2.7 Demande subvention au titre de fonds d'aide aux communes de la CAHM pour la restauration de 3 statues de la chapelle SAINT ROCH et l'Eglise Saint Saturnin**

Monsieur le Maire donne lecture des propositions financières de l'Atelier de restauration de dorures et polychromies Julien GIRGENTI, pour la réalisation de la restauration des 3 statues pour un montant de 5 198 € HT soit 6 237,60 € TTC.

Il demande au Conseil de donner son avis sur ce devis.

Il demande également au conseil de l'autoriser à déposer un dossier de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM) pour la réalisation de ces restaurations.

Monsieur le Maire précise que l'agglo nous aide pour le petit patrimoine. La participation de l'agglo ne peut dépasser 50% d'un budget de 5 000 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'Accepte la proposition de l'Atelier de restauration de dorures et polychromies Julien GIRGENTI pour un montant HT de 5 198 € et de l'autoriser à déposer un dossier de subvention auprès de la CAHM pour la réalisation de ces 3 restaurations.

**Vote : 14 pour dont 5 pouvoirs**

## **3. Informations**

### **3.1 Protection Fonctionnelle.**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il a demandé la protection fonctionnelle pour 2 choses :

- Agression verbale à son encontre par un forain. Monsieur le Maire a déposé plainte auprès du procureur de la république. L'affaire sera jugée le 14 octobre.,
- Suite à la plainte pour diffamation de Madame Corbière à son égard par rapport aux réponses que Monsieur le Maire a faites dans le bulletin municipal ou sur facebook. Cette affaire passera au tribunal correctionnel de Béziers le 18 octobre. Madame Corbière demande 5 000 € de dommage et intérêt et 5 000 € au titre de l'article 475-1 du code pénal.

Monsieur le Maire demande cette protection pour que la collectivité prenne en charge les frais d'avocat. Il a donc établi une demande à Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint qui l'a transmise à Monsieur le Préfet dans les 5 jours réglementaires. Monsieur le Maire doit l'évoquer au conseil municipal suivant sa demande.

La loi n° 2024-247 du 21 mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux (modifiant l'article [L. 2123-35](#) du CGCT), a introduit un mécanisme **d'octroi automatique de cette protection**. Ce nouveau mécanisme supprime l'intervention en amont d'une délibération par laquelle le conseil municipal statuait sur la demande présentée par l'élu victime.

### **3.2 Travaux à venir**

Le parvis de la Mairie : Monsieur le Maire a pris rendez-vous avec Monsieur le Sous-Préfet pour lui poser des questions en matière d'urbanisme et faire un point sur la subvention Fonds Vert.

Monsieur le Maire a reçu le nouveau Président de l'agglo, en présence du 1<sup>er</sup> adjoint pour évoquer les différents projets en cours (Place du jeu de ballon, cave coopérative).

Concernant la Place du Jeu de Ballon, la réunion participative n'ayant rien donné, Monsieur le Maire a rédigé un questionnaire pour le distribuer aux riverains avec une date butoir de restitution

- Monsieur le conseiller J. C. Vidal rappelle que ces futurs travaux concernent l'ensemble des tourbains et qu'il faut tenir compte également de leur avis.

La vente de l'ancienne mairie devrait permettre de couvrir une partie des frais. A ce propos, la meilleure offre à ce jour est de 170 000 € bien loin des 290 000 € que nous avons voté.

A ce prix, la question se pose de garder l'ancienne mairie, quitte à réaliser des travaux de réhabilitation en particulier au niveau de la toiture.

### **3.3 Intervention de Monsieur le conseiller délégué D. Cauby**

Illuminations de Noël : Monsieur le conseiller délégué D. Cauby reçoit l'entreprise Borderes Sanchis pour l'établissement d'un devis pour la pose et la dépose des illuminations. Il nous informe qu'il y aura de nouvelles illuminations.

### **3.4 Feu d'artifice.**

Monsieur le Maire demande à M. Cauby, de prendre contact avec l'artificier pour établissement d'un devis et confirmer les dates d'intervention pour 2025.

A ce propos, Madame la conseillère A. Rolland signale que lors du feu du 12/07, les artificiers ont laissé en l'état le site sans éliminer les débris. Cela peut représenter un danger si les débris sont encore incandescents.

### **3.5 Eclairage public**

Monsieur le conseiller J. C. Vidal constate que l'EP fonctionne la nuit sur tous les secteurs sans interruption.

Monsieur le Maire précise que l'éclairage est rallumé depuis la fête locale.

Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint précise que suite aux travaux de réhabilitation de Hérault Energie, nous souhaitons

mesurer l'impact sur la consommation d'électricité et plus particulièrement comparer les consommations avant extinction de 23h à 5h, pendant l'extinction, après travaux Hérault Energie avant et après extinction.

### **3.6 Sénioriales**

Monsieur le conseiller J. C. Vidal pose la question de l'existence d'un projet de ce type sur la commune. Monsieur le Maire rappelle qu'en début de mandat, il y a eu la présentation d'un projet de 60 logements situé aux tennis, sans suite et que le projet situé près de l'école dans le cadre du projet Bellevalia n'a jamais vu le jour.

**L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire remercie l'assistance pour la qualité des débats et lève la séance à 20h 26.**

Monsieur Lionel PUCHE  
Maire de la Commune



Monsieur Thierry CHEVILLET  
Secrétaire de séance

